Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d'un massacre d'État*

Paris, Gallimard, 2006, 897 p., notes bibliogr., index, ill., plans (« Folio histoire » 141).

Régis Meyran

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lhomme/4286>

DOI : 10.4000/lhomme.4286

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mai 2007

Pagination : 282-285

ISBN : 978-2-7132-2126-2

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Régis Meyran, « Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d'un massacre d'État* », *L'Homme* [En ligne], 182 | avril-juin 2007, mis en ligne le 16 mai 2007, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/4286> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.4286>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

© École des hautes études en sciences sociales

Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d'un massacre d'État*

Paris, Gallimard, 2006, 897 p., notes bibliogr., index, ill., plans (« Folio histoire » 141).

Régis Meyran

- 1 NUL N'IGNORE la définition de l'État selon Max Weber, presque devenue un lieu commun des sciences sociales. Le sociologue l'a résumée dans une conférence de 1919¹; partant d'un aphorisme de Léon Trotski (« Tout État est fondé sur la force »), il énonçait : « il faut concevoir l'État comme une communauté humaine qui [...] revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime »². Or, quand on considère la notion de « crime d'État », on en vient à penser qu'une telle définition doit être complétée, car ce type de crime, si on en admet l'existence, suppose une opposition entre violence légitime et violence illégitime. Pour dire les choses autrement, que se passe-t-il si des pratiques violentes commises par des agents de l'État ne sont pas acceptées par les citoyens ? Lorsque, pour reprendre une expression de Didier Fassin, un « seuil de l'intolérable » vient d'être dépassé³, rendant cette violence illégitime ? De ce point de vue, le crime de Charonne, qui entre dans la catégorie des violences « extrêmes », constitue un cas d'école. L'historien Alain Dewerpe s'est livré à une étude érudite d'anthropologie historique sur ce sujet, qu'il a consignée dans un copieux ouvrage (presque 900 pages), résultat de longues années de recherche.
- 2 Rappelons brièvement les faits. Le 8 février 1962, des syndicats ouvriers (CGT, CFTC), étudiants (UNEF) et enseignants (SGEN-CFTC, FEN) – auxquels s'étaient adjoints deux partis de gauche, le PSU et le PCF – appelèrent à manifester à Paris, entre 18 h 45 et 19 h 30. Il s'agissait de répondre aux attentats commis à l'explosif par l'OAS la veille, en même temps que de réclamer la paix en Algérie. Or, le préfet de police, Maurice Papon, avait proscrit tout rassemblement sur la voie publique. Pour faire respecter cette interdiction, la police donna la charge, ce qui coûta la vie à neuf manifestants à la station de métro Charonne.

- 3 Comment expliquer que des policiers aient eu droit de vie ou de mort sur des citoyens qui défilaient pacifiquement ? On a là quelque chose qui ressemble à un « fait social total », dans la mesure où cet événement – qui n'a pas duré plus de vingt minutes – renferme un ensemble de significations qui éclairent, sous un certain angle, les structures politiques de la société française du ^{xx}e siècle. Car, affirme Alain Dewerpe en introduction, un tel massacre ne relève en rien de « l'anecdote » ou du « dérapage » : il a sa logique propre, qui est le résultat de « pratiques sociales » comme de « logiques politiques » (p. 24).
- 4 L'auteur a construit son livre en trois parties : tout d'abord, il s'est focalisé sur les mécanismes de la violence policière ; puis, il a analysé le mensonge consistant à nier la responsabilité du gouvernement ; enfin, il a disséqué la façon dont l'appareil judiciaire a tout simplement évacué la responsabilité de l'État.
- 5 Alain Dewerpe commence par brosser un tableau historique et sociologique de la manifestation de rue. Le modèle qu'il étudie trouve ses origines dans les années 1920 ; il prend la forme de cortèges multiples se déplaçant au hasard, mais convergeant vers un rendez-vous fixé à l'avance. Cette pratique sociale comporte un « enjeu physique et symbolique », puisqu'il s'agit pour les manifestants de « posséder la rue », dans un face-à-face avec les policiers. Une « dramaturgie » se met en place : chaque individu se fond dans la foule en franchissant la barrière symbolique qui sépare le trottoir de la chaussée, et en passant du silence au slogan scandé. L'auteur rappelle qu'un tel exercice est le résultat d'un apprentissage : il existe des « postures [corporelles] » et des « mémoires manifestantes », ainsi qu'une théâtralité collective – même si celle de Charonne fut « modeste » et « retenue » (p. 46).
- 6 Après la foule manifestante, c'est le dispositif policier mis en place ce 8 février qu'Alain Dewerpe a étudié très en détail. Celui-ci visait à reconquérir le territoire : à la façon des stratégies militaires, l'état-major policier, ne lésinant pas sur les moyens, a découpé l'espace urbain en secteurs, qu'il a fait quadriller par des compagnies d'intervention⁴. Le nombre impressionnant de policiers mobilisés (3 000) créait une « saturation » numérique de l'espace, tout en formant des barrages fixes pour contenir la foule. Les policiers, équipés de casques, de gants de toile, d'une matraque (le « bidule », bâton long de 83 cm inventé dans les années 1950) et de grenades lacrymogènes, usaient d'une technique simple, mais terriblement efficace : ils refoulaient tout d'abord les manifestants, puis effectuaient la charge. Cette technique comportait un gros risque de dérive vers le massacre, note Alain Dewerpe (p. 188), car les policiers arrivaient en courant, plus ou moins alignés et à « vitesse maximum », sur la foule afin de la « traverser ». Le but de la manœuvre n'était certes pas la destruction, mais la « dispersion » ; or, pour que l'efficacité soit maximum, il était conseillé aux compagnies d'intervention d'agir « sans demi-mesure »...
- 7 Le résultat de la charge à Charonne fut accablant. S'appuyant sur l'accumulation et le croisement des témoignages de manifestants, Alain Dewerpe montre que, après la dispersion de la foule, les policiers ne s'arrêtèrent pas (p. 111) : ils pourchassèrent les manifestants même isolés, les attendirent cachés sous une porte cochère pour les matraquer, et continuèrent à les frapper, même à terre, même blessés. Leur violence fut aussi verbale, faite d'injonctions de tuer. Plus encore, ils violentèrent le moindre passant, fût-il une personne âgée ou une femme, et saccagèrent les immeubles et locaux traversés durant leur course-poursuite. Les policiers utilisèrent, outre leur bidule et des lacrymogènes, les projectiles les plus divers (tout ce qui passait à portée de main,

semble-t-il) et notamment des grilles métalliques pour arbres qu'ils laissèrent tomber dans la bouche du métro Charonne, sur une foule entassée en bas des escaliers (p. 130).

- 8 Que s'est-il passé dans l'esprit de ces policiers pour qu'ils se laissent aller à de tels débordements de violence ? On ne peut s'empêcher de penser à ce phénomène de « basculement dans l'irrationnel », décrit par le politologue Jacques Sémelin⁵, c'est-à-dire à un processus d'escalade dans la violence, partant de décisions rationnelles mais qui s'emballent et deviennent finalement incontrôlables. Et si le moment de violence extrême échappe en partie à l'analyse, on peut en tout cas reconstituer la succession des étapes qui y mènent. C'est ce qu'a fait Alain Dewerpe, en remontant à la genèse de cette violence policière.
- 9 Dans un premier temps, il prouve, par une étude approfondie des archives de la police⁶, que la charge meurtrière n'était nullement due à l'initiative personnelle d'un commissaire de police, comme l'affirma par la suite Maurice Papon (pp. 137-138), mais bien à un « ordre direct de l'état-major ». Il ajoute que les policiers disposaient malgré tout d'une marge de manœuvre certes « limitée mais réelle » : pour un même ordre de charger, il semble y avoir eu, chez les chefs de section, des degrés divers d'administration de la violence, à l'image de ce commissaire qui alla jusqu'à refuser – « avec énergie » – de charger (mais fut muté à cause de ce choix).
- 10 Dans un deuxième temps, Alain Dewerpe entreprend d'établir l'existence de « cadres cognitifs » propres à certains secteurs de la police, et notamment aux compagnies d'intervention, parmi lesquelles s'est propagée une véritable « culture de la violence ». Celle-ci était le résultat d'un processus historique, amorcé à la fin du XIX^e siècle avec la peur du « Rouge » (syndicalistes, anarchistes, socialistes, etc.). Cette peur se mua dans les années 1920 en un « anticommunisme » policier, qui perdura jusque sous l'Occupation. Un tel imaginaire permit l'avènement, au moment de la guerre froide et de la décolonisation, d'un « habitus » et d'une « morale » de la violence (p. 181) articulés autour de nouvelles figures de l'ennemi (l'Algérien, l'étudiant, l'intellectuel, le communiste). Dans les représentations des policiers, les manifestants enfrenaient la loi puisque les rassemblements étaient interdits : ils devenaient alors les responsables de la violence qu'ils subissaient. Pire encore, les policiers croyaient user à leur égard d'une « légitime défense », car ils percevaient la foule comme dangereuse. Un tel renversement de perspective les aidait à justifier leurs actes : le manifestant devenait un Autre diabolisé, un étranger menaçant dont il fallait à tout prix se défendre. Ils'agit là d'une construction fantasmatique bien connue, notamment depuis les travaux d'Omer Bartov sur la violence des soldats allemands sur le front de l'Est, pendant la Seconde Guerre mondiale⁷. Selon cette logique consistant à déshumaniser l'Autre, le policier avait le droit de se faire justice lui-même : il était à la fois juge et bourreau.
- 11 À un stade plus conjoncturel, il faut, pour comprendre cette violence, également tenir compte d'une culture d'extrême droite (p. 186), exacerbée par des sympathies avec l'OAS, notamment chez les chefs de compagnies. En outre, en cette période très tendue de la fin de la guerre d'Algérie, Charonne vient s'inscrire dans la droite ligne d'épisodes sanglants antérieurs, comme ceux du 17 octobre et du 19 décembre 1961. Selon cet enchaînement, un massacre en entraîne un autre, comme par habitude, pourrait-on dire...
- 12 Dans un troisième et dernier temps, Alain Dewerpe ajoute que cette logique de la violence résulte d'un choix politique : elle est la conséquence directe de la décision prise par le gouvernement, à partir de 1958, de réprimer les mouvements nationalistes

algériens, surtout à Paris. C'est donc le cadre institutionnel qui a permis l'asymptote meurtrière... La violence extrême était à la fois enseignée, encadrée et légitimée, sans pour autant être parfaitement contrôlée. Passons à l'étape de la légitimation.

- 13 Une fois le massacre perpétré, le gouvernement ne pouvait que dissimuler ou mentir (p. 287). Ces seuls choix possibles sont la conséquence, écrit Alain Dewerpe, d'un processus de débrutalisation, grâce auquel a pu émerger la possibilité d'une indignation collective. Face au « scandale civique », le gouvernement a choisi le mensonge. Il y eut d'abord le mensonge tout de suite fabriqué par la police. On lit, dans les rapports de synthèse de la police, à la fois les faits bruts, mais aussi le « travail politique d'interprétation » qui fabrique le « récit légitime de la réalité » (p. 136). L'idée développée dans ce récit était que les communistes avaient utilisé la bonne foi des manifestants honnêtes en fomentant une « émeute ». Les policiers avaient alors été obligés de répliquer, et les morts étaient donc le résultat malheureux d'une contre-attaque. Par la suite, le gouvernement produisit une seconde interprétation, contradictoire avec la première, selon laquelle des activistes de l'OAS auraient déclenché la violence, soit en se mêlant aux manifestants, soit en infiltrant les rangs de la police pour accomplir la tuerie.
- 14 Puis vint la seconde dimension du mensonge, liée cette fois au fonctionnement du droit et des institutions judiciaires. L'historien a accédé ici à un dossier complet, incluant l'enquête préliminaire, le jugement au pénal (qui prononça un non-lieu), une enquête de droit administratif (l'institution se déclarant finalement « incompétente » en la matière), puis un jugement d'ordre civil, qui débouche sur une « responsabilité sans faute »... L'auteur en conclut que tous les ordres judiciaires ont été convoqués pour souffler au citoyen ce qu'il fallait penser du crime de Charonne et donner une décision justifiée par le droit. On ne pouvait se contenter d'une sorte de couverture illégale, dont le modèle serait l'affaire Dreyfus – où le Conseil de guerre s'était prononcé au vu de pièces « secrètes » –, il fallait plutôt une succession de procès légaux, par lesquels se mit en œuvre une façon de contourner le problème. Par exemple, dans le procès en pénal, le juge d'instruction a clos l'affaire et utilisé une amnistie pour signifier que les coupables n'avaient pas à être jugés ; dans le cas du civil, la responsabilité fut attribuée à la fois à la ville de Paris et aux victimes... Finalement, au bout de dix ans de procédure, personne ne fut ni jugé ni condamné, et l'État se déclara incompétent pour juger de cette affaire. De plus, on attribua aux victimes une responsabilité dans la tuerie dont ils avaient été la cible.
- 15 Alain Dewerpe termine par l'étude de la mémoire de ce 8 février 1962. Il note qu'à partir des années 1980, le massacre du 17 octobre n'est plus occulté, mais que sa réapparition sur la scène publique a pour effet de déprécier l'événement du 8 février (pp. 663 sq.). Aujourd'hui, en revanche, les deux massacres apparaîtraient de plus en plus liés dans la mémoire collective nationale.
- 16 Au total, l'historien nous livre une recherche magistrale à bien des égards : à la fois étude sur la bureaucratisation de l'État – déjà bien effectuée par Max Weber, mais réalisée ici dans le détail, à la façon de la micro-histoire – et analyse des effets de cette bureaucratie quand elle rend possibles la violence et les mensonges en contexte de crise. Par ailleurs, on y lit comment l'exigence de la mémoire peut servir à rétablir des vérités. Tout cela fournit également des pistes sérieuses pour comprendre les conditions d'existence de la démocratie, dont une partie se joue sur la scène publique, dans les confrontations et négociations entre l'État, les médias et les citoyens. C'est dire

l'actualité d'un tel sujet, car si les violences policières sont peut-être moins extrêmes qu'hier, les questions de « mémoire » réinvestissent en force l'espace public. Or, pour comprendre les enjeux des débats sur les mémoires par exemple « noires » ou sur la fracture dite « coloniale », on ne saurait que trop recommander d'en faire l'étude à la fois historique et anthropologique.

NOTES

1. « Le métier et la vocation d'homme politique (*Politik als Beruf*) », in Max Weber, *Le Savant et le Politique*, Paris, Plon, 1963 [1959] (« 10/18 ») : 123-222.
 2. *Ibid.* : 125.
 3. Cf. Didier Fassin & Patrice Bourdelais, *Les Constructions de l'intolérable : études d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*, Paris, La Découverte, 2005 (« Recherches »).
 4. Les compagnies d'intervention, faites de policiers non permanents, étaient à distinguer des compagnies républicaines de sécurité et des gendarmes mobiles. Bien que non clandestines, l'État rechignait à reconnaître leur existence (p. 178).
 5. Jacques Sémelin, *Purifier et détruire : usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Le Seuil, 2005 (« La couleur des idées »).
 6. Ces archives ont, note Dewerpe, un caractère extrêmement bureaucratisé. Tous les dossiers sont faits de la même manière : 1) brouillons, mémos ; 2) feuilles de minutage tenues en temps réel par chaque unité de police, et feuilles de trafic radio ; 3) après coup, comptes rendus des commissaires ; 4) enfin, rapport de main courante établi par l'état-major qui produit la « synthèse autorisée » de l'événement.
 7. Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler : la Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 1999 [1990] (« Littératures »).
-

AUTEUR

RÉGIS MEYRAN

EHESS, Paris.

meyranr@yahoo.fr